



**Instruments internationaux
relatifs aux droits de l'homme**

Distr. générale
29 juillet 2011
Français
Original: anglais

**Document de base faisant partie intégrante
des rapports présentés par les États parties**

République démocratique populaire lao^{*}, ^{}**

[11 février 2011]

-
- * Le document de base commun soumis en application des traités relatifs aux droits de l'homme auxquels la République démocratique populaire lao est partie a été établi et soumis conformément aux Directives harmonisées concernant l'établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
 - ** Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Informations et statistiques sur la République démocratique populaire lao	3
A. Profil de pays, population, économie et société.....	3
Pays et population.....	3
Économie.....	5
Domaines culturel et social.....	8
Population active et création d'emplois.....	11
Culture	12
B. Constitution, vie politique et structures juridiques	12
II. Cadre général de la promotion et de la protection des droits de l'homme	15
A. Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l'homme	15
B. Cadre juridique général de la protection des droits de l'homme au niveau national	16
C. Cadre général de la promotion des droits de l'homme au niveau national	18
D. Rôle du processus d'établissement de rapports dans la promotion des droits de l'homme au niveau national.....	20
E. Autres informations sur les droits de l'homme.....	21
F. Non-discrimination et égalité	21

I. Informations et statistiques sur la République démocratique populaire lao

A. Profil de pays, population, économie et société

Pays et population

1. La République démocratique populaire (RDP) lao occupe, en Asie du Sud-Est, une superficie de 236 800 km². Elle a des frontières communes avec la République populaire de Chine au nord, le Royaume du Cambodge au sud, la République socialiste du Viet Nam à l'est, le Royaume de Thaïlande à l'ouest et la République de l'Union du Myanmar au nord-ouest.

2. La population de la RDP lao a augmenté de 55,6 % en vingt ans, le nombre d'habitants passant de 3,6 millions en 1985 à 4,6 millions en 1995, puis à 5 620 000 en 2005, dont 2 820 000 femmes et 2 080 000 hommes. Depuis le recensement de 1995, le nombre d'habitants a encore augmenté d'un million, soit de 2,1 % par an. La densité de la population est de 25 personnes au km², les régions les plus densément peuplées étant les plaines qui bordent le Mékong et ses affluents. Dans l'ensemble, la population lao se caractérise par sa jeunesse, puisque la moitié de la population environ a moins de 20 ans, mais le pourcentage de jeunes de moins de 15 ans est tombé de 44 % en 1995 à 39 % en 2005 (voir tableau 1).

Tableau 1
Accroissement naturel de la population, 1995-2005

Année de recensement	Croissance entre deux recensements			Nombre estimatif de naissances, décès et accroissement naturel entre deux recensements			Migrations nettes estimatives (en milliers)	Taux d'accroissement naturel annuel (%)
	Nombre d'habitants recensés	Nombre absolu (en milliers)	Taux de croissance annuel (%)	Naissances (en milliers)	Décès (en milliers)	Accroissement naturel (en milliers)		
1985	3 584 000							
1995	4 575 000	991	2,5					
2005	5 622 000	1 047	2,1	1 775	590	1 185	-138	2,5

Source: Recensement de 2005.

3. Le Laos est une vieille nation de la région et du monde. Les Lao ont connu et traversé différentes étapes sur cette terre qui leur est chère, où ils vivent, évoluent et se développent depuis longtemps. Au milieu du XIV^e siècle, le roi Fa Ngum a uni les principautés lao et fondé le royaume de Lan Xang qui, au fil du temps, s'est mué en une nation prospère, même si le pays a été envahi par des agresseurs étrangers à différentes époques de son histoire. Pendant près d'un siècle et demi, le Laos a été un pays vassal, colonisé par des puissances étrangères. Au XX^e siècle, plus spécialement après la Seconde Guerre mondiale, le Parti révolutionnaire populaire lao a conduit le peuple pluriethnique lao dans sa lutte révolutionnaire héroïque de libération.

4. Le 2 décembre 1975, les Lao sont sortis victorieux d'une longue lutte semée d'embûches et de sacrifices et ont obtenu l'indépendance. En instaurant la République démocratique populaire lao, fondée sur le droit à l'autodétermination, les Lao sont devenus les maîtres de leur propre pays, lequel est un État indépendant, souverain et membre à part entière de la communauté internationale.

5. La RDP lao se compose, sur le plan administratif, de 16 provinces auxquelles il convient d'ajouter la capitale, Vientiane. La capitale et chaque province sont divisées en districts. Il en existe 143 à travers le pays. Chaque district se subdivise en villages, dont le nombre total s'élève actuellement à 8 955. L'administration nationale comporte donc quatre échelons: l'État, les provinces/la capitale, les districts et les villages. Au niveau de l'État, le Président et le Premier Ministre sont respectivement le chef de l'État et le chef du Gouvernement. Les provinces sont dirigées par des gouverneurs provinciaux, alors que la capitale Vientiane a un maire à sa tête. Les districts sont administrés par des chefs de district et les villages par des chefs de village. Les gouverneurs provinciaux sont nommés par le Président, les chefs de district par le Premier Ministre sur la recommandation des gouverneurs provinciaux, tandis que les chefs de village sont élus directement par leurs administrés. La capitale Vientiane, les provinces et les districts sont dotés de structures administratives verticales et horizontales composées de départements et de bureaux. Les départements et bureaux verticaux relèvent techniquement du ministère central et de l'autorité compétents, mais sont placés administrativement sous les gouverneurs provinciaux et les chefs de district.

6. La RDP lao est l'un des pays pluriethniques les plus divers au monde. Elle regroupe 49 groupes ethniques, lesquels se répartissent en quatre grands groupes ethno-linguistiques: lao-thaï (66,7 %), môn-khmer (20,6 %), hmong-iumien (8,4 %), sino-tibétain (3,3 %), auxquels s'ajoutent d'autres groupes (1 %). Depuis l'Antiquité, les groupes ethniques du Laos cohabitent dans l'harmonie, en se prodiguant amour, attention et solidarité les uns aux autres sans discrimination fondée sur quelque critère que ce soit, y compris ethnique. Les différents groupes ethniques occupent toutes les régions du pays, du nord au sud et d'est en ouest. Aucun des 49 groupes ethniques ne vit seul sur un vaste territoire, à l'écart des autres groupes.

7. La RDP lao compte également un petit nombre d'expatriés dans la population (voir tableau 2).

Tableau 2

Population, répartition par sexe et nationalité

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre d'habitants</i>			<i>En pourcentage</i>
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	
Lao	2 811 990	2 789 621	5 601 611	99,6
Cambodgiens	471	508	979	0,0
Chinois	780	1 045	1 825	0,0
Ressortissants du Myanmar	73	81	154	0,0
Thaïlandais	372	614	986	0,0
Vietnamiens	4 473	4 322	8 795	0,2
Ressortissants d'autres pays d'Asie	50	77	127	0,0
Européens	78	113	191	0,0
Africains	9	10	19	0,0
Américains	175	226	401	0,0
Australiens	8	8	16	0,0
Autres	42	42	84	0,0
Non précisé	2 910	3 884	6 794	0,1
Total	2 821 431	2 800 551	5 621 982	100

Source: Recensement de 2005.

8. La majorité de la population lao (67 %) est bouddhiste. Le pays compte environ 4 millions de fidèles bouddhistes, 4 937 pagodes se réclamant du theravada et 8 du mahayana; 1,5 % de la population est chrétienne et on dénombre 552 églises dans le pays. Moins de 1 % de la population est musulmane ou baha'ïe. Le pays abrite 2 mosquées et 5 clubs (lieux de culte) Dharma Sabha. Environ 30,9 % de la population est animiste.

9. En 2005, le pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans s'élevait à 39 % et celui de la population en âge de travailler (15-64 ans) à 57 %. En 2015, ces pourcentages devraient passer respectivement à 33 % et 63 %. Si l'on compare la population âgée de 0 à 14 ans et celle âgée de plus de 65 ans à celle âgée de 14 à 64 ans, on constate une augmentation du pourcentage de la population active par rapport à celui des personnes à charge. La RDP lao traverse actuellement une période où elle engrange les dividendes de la croissance démographique et qui devrait se prolonger encore une trentaine d'années avant que le vieillissement de la population ne commence à se faire sentir (voir tableau 3).

Tableau 3

Population par tranche d'âge et par sexe en 1995 et 2005

Tranche d'âge	Recensement de 1995			Recensement de 2005		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
0-14 ans	43	45	44	39	40	39
15-64 ans	53	51	53	57	56	57
Plus de 65 ans	4	4	4	4	4	4
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Recensement de 2005.

10. Entre 1995 et 2005, l'espérance de vie est passée de 50 à 59 ans pour les hommes et de 52 à 63 ans pour les femmes. Pendant la même période, le taux de fécondité a chuté de 5,6 à 4,6 par femme en âge de procréer. Le taux de fécondité des femmes atteint 5,4 % en zone rurale, contre 2,8 % seulement en zone urbaine.

11. En RDP lao, le ménage moyen comprend de 8 à 10 personnes attendu que les Lao vivent en groupes familiaux élargis plutôt qu'en cellules familiales nucléaires. La majorité de la population vit à la campagne. Cela dit, le pourcentage de la population urbaine s'accroît. La population augmente non seulement dans la capitale Vientiane, mais aussi dans les villes de taille moyenne. Parallèlement, la poursuite de la croissance économique suscite de plus en plus de migrations internes.

Économie

12. L'économie de la RDP lao, d'ampleur réduite, sous-développée, est fondée sur l'agriculture, avec une prédominance de formes de production de subsistance et de semi-subsistance. Malgré les changements en cours dans la structure de l'économie nationale, l'agriculture demeure la principale composante de l'économie lao. Pour l'exercice fiscal 2005-2006, la part de la production agricole était de 45,4 %, celle de l'industrie de 28,2 % et celle du secteur des services de 26,4 % (2005).

13. Le pays compte parmi les pays les moins avancés du monde avec un revenu moyen de 810 dollars des États-Unis par habitant et par an en 2008, 580 en 2007 et 491 en 2005. Soixante et onze pour cent de la population vit avec un revenu inférieur à 2 dollars par jour et 23 % avec un revenu inférieur à 1 dollar (Banque mondiale, 2005). Selon le rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement de 2005,

la RDP lao occupait alors le 133^e rang sur 177 pays en termes de développement économique.

14. Afin de développer l'économie, le Gouvernement a défini une vision du développement économique et social pour la période 2001-2010 qui vise à faire sortir le pays de la catégorie des pays les moins avancés d'ici à 2020. Cette perspective prend forme grâce à l'adoption et à la mise en œuvre du sixième Plan national de développement économique et social 2006-2010, axé sur la lutte contre la pauvreté, le développement rural et la croissance économique. Le septième Plan quinquennal (2011-2015), fondé sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a été rédigé et doit être adopté par la septième législature de l'Assemblée nationale en 2011.

15. Dans la poursuite de son développement économique, au cours des dernières années, la RDP lao n'a négligé aucun effort pour surmonter les diverses difficultés qu'elle a rencontrées, comme la crise économique et financière mondiale et la pénurie de ressources financières.

16. Grâce à ces efforts et aux politiques appropriées du Gouvernement, l'économie nationale a connu une croissance régulière. Malgré l'impact de la crise économique et financière mondiale, le PIB n'a cessé d'augmenter, notamment de 6,5 % en 2006-2007, 7,5 % en 2005-2006, 7,9 % en 2007-2008 et 7,7 % en 2008-2009. Dans l'ensemble, la principale source de croissance demeure le secteur industriel (y compris les industries extractives, le secteur du bâtiment et celui de la transformation), qui ont crû de 12,5 %. Le secteur des services a connu une croissance de 7,7 % et l'agriculture (y compris la production de denrées alimentaires, d'autres produits agricoles, la sylviculture et la pêche) de 3,1 %. Les pouvoirs publics prennent des mesures supplémentaires pour améliorer le climat des affaires et stimuler les investissements dans l'économie lao. Selon les projections économiques publiées par la Banque mondiale, l'économie lao continuera d'enregistrer une croissance soutenue alors que les autres pays récupéreront lentement de la récession économique.

17. Dans l'ensemble, la RDP lao est en bonne posture pour atteindre les OMD d'ici à 2015 et concrétiser sa vision du développement d'ici à 2020. La réalisation de l'objectif numéro 1 (réduction de la pauvreté) est en bonne voie. La proportion de personnes qui vivent en dessous du seuil national de pauvreté a diminué au fil des ans, passant de 46 % en 1999 à 39 % en 1997, puis à 33 % en 2002. Elle s'élevait à 28,7 % en 2005 et 26,9 % en 2008 (voir tableaux 4 et 5).

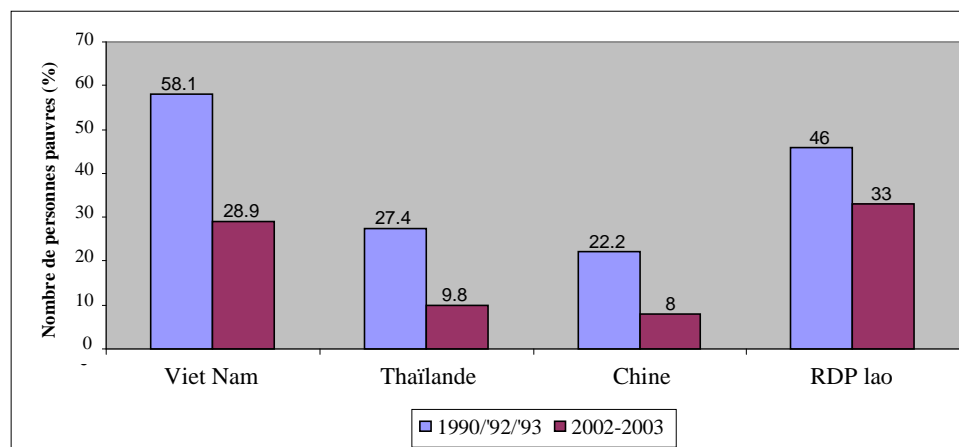
Tableau 4

Proportion de personnes au revenu inférieur à 1 dollar des États-Unis par jour

<i>Indicateur</i>	<i>1992</i>	<i>1997</i>	<i>2002</i>	<i>2005</i>	<i>2008</i>	<i>2010</i>
Proportion de personnes qui vivent en dessous du seuil national de pauvreté	46	39	33	28,7	26,9	24,25
Écart de pauvreté (profondeur de la pauvreté)	11	10	8	n.d.	n.d.	n.d.
Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale	9	8	8	n.d.	n.d.	n.d.

Sources: Première enquête sur les dépenses et la consommation, deuxième enquête, troisième enquête et Comité directeur national pour le développement rural et la réduction de la pauvreté.

Tableau 5
Réduction de la pauvreté en RDP lao et d'autres pays de la région

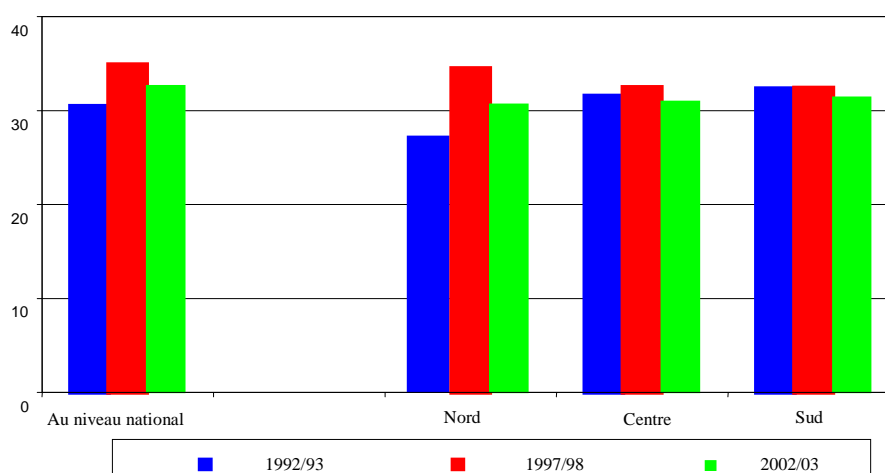


Source: Banque mondiale (2006).

18. La pauvreté alimentaire a décliné plus vite que la pauvreté globale pendant la période 1992-2003, le nombre de mois pendant lesquels les villages manquaient de riz diminuant pendant la même période. Malgré tout, la malnutrition reste un sujet de vive préoccupation pour le pays. On estime que malgré les efforts déployés pour s'attaquer au problème, 37 % des enfants de moins de 5 ans sont en sous poids. La malnutrition sévère est actuellement un gros problème dont souffrent 40 % des enfants de moins de 5 ans. En termes de quantité, de nombreux ménages n'ont toujours pas suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins énergétiques (2 100 calories par personne et par jour). En termes de qualité, le régime alimentaire est très souvent associé à un seul et même aliment de base, d'où un apport déséquilibré en éléments nutritifs.

19. Les différentes régions et localités ne sont pas au même niveau de développement économique, d'où des disparités entre elles. Le coefficient de Gini a augmenté de 3,8 %. Alors que l'on observe une réduction de la pauvreté à l'échelle du pays, le nord reste encore à la traîne par rapport aux autres régions (voir tableau 6).

Tableau 6
Indice de Gini par région



Source: Rapport sur les OMD, 2008.

20. La structure de l'économie a évolué au cours des dernières années. La part de la production agricole qui représentait la majeure partie du PIB est tombée de 51,9 % en 2000 à 45,5 % en 2005. La part de l'industrie est passée en revanche de 22,4 % à 28,2 % et celle de la production de services de 25,7 % à 26,4 % pendant la même période. De ce fait, la structure de la main-d'œuvre a connu une évolution parallèle à celle de la structure de l'économie. La proportion de la population active qui travaille dans le secteur de l'agriculture et de l'exploitation forestière a légèrement diminué, passant de 78,6 % en 2000 à 76,6 % en 2005, tandis que, dans le bâtiment, ce chiffre a augmenté de 6,9 % en 2000 à 7,7 % en 2005 et dans le secteur des services de 14,5 % à 15,6 %.

21. La RDP lao a tiré un grand parti, au cours des trente dernières années, de l'amélioration de la sécurité nationale et des progrès du développement, au profit de la paix et de la stabilité du pays. Le développement économique et social n'a cessé d'enregistrer des avancées qui transparaissent au travers d'une croissance progressive de l'économie nationale, d'une saine gestion des finances, de la stabilisation de la devise nationale, le kip, du déclin de la pauvreté et de progrès sur la voie de la réalisation des OMD.

Domaines culturel et social

Éducation

22. L'éducation occupe un rang de priorité élevé dans la politique du Gouvernement. Celui-ci s'emploie à concrétiser cette priorité en faisant de l'éducation l'un des piliers du développement des autres secteurs. La Constitution et la loi relative à l'éducation disposent que l'éducation est à la fois un droit et un devoir de l'individu comme de la collectivité.

23. La loi relative à l'éducation institue l'enseignement primaire obligatoire. L'éducation a pour objectif de faire de chaque Lao un bon citoyen possédant une morale, un savoir et des aptitudes. L'État et la société s'attachent à développer un système d'éducation nationale de grande qualité, à créer des opportunités et les conditions d'accès de tous à l'éducation, en particulier des personnes qui vivent dans des régions rurales reculées, des groupes ethniques, des femmes, des enfants et des personnes défavorisées. L'État promeut le secteur privé qu'il encourage à investir dans l'éducation nationale et permet aux établissements privés de fonctionner selon les normes qu'il a fixées dans les programmes scolaires. En coopération avec la population elle-même, il construit des écoles pour généraliser l'éducation nationale et la mettre à la portée des régions peuplées de groupes ethniques. De plus, la communauté des donateurs et des pays amis ont contribué utilement au développement de l'éducation, notamment en construisant des écoles primaires dans de nombreuses régions du pays.

24. Le développement de l'éducation s'intègre dans la Stratégie nationale de croissance et d'élimination de la pauvreté et vise à améliorer l'accès à l'éducation, réduire l'analphabétisme des femmes, en particulier des femmes issues de groupes ethniques, moyennant des enveloppes budgétaires destinées à accroître les dépenses publiques dans ce domaine (voir tableau 7). Le Gouvernement exécute actuellement la Stratégie pour l'éducation d'ici à 2020 et des programmes d'éducation pour tous. Le système d'éducation nationale s'entend de l'enseignement de type classique comme de celui de type non scolaire. Le système d'enseignement de type classique comprend cinq niveaux: enseignement préscolaire, enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement professionnel et enseignement supérieur (tertiaire).

Tableau 7
Évolution des dépenses publiques dans l'éducation

	1990/91	1994/95	1999/2000	2004/05	2005/06	2006/07
Budget de l'éducation en pourcentage du PIB	1,9	3,6	1,4	2,3	3,2	3,2
Dépenses dans l'éducation en pourcentage du montant total des dépenses publiques	7,2	13,9	7,2	11,0	14,0	15,0

Source: Rapport national sur les OMD, 2008.

25. En général, l'éducation se développe de façon satisfaisante du point de vue tant de la qualité que de la quantité. Des écoles primaires sont aujourd'hui construites et réparées dans les régions reculées et 94 % des villages du pays. Le taux de scolarisation net s'élève à 91,6 % dans les écoles primaires, 62,7 % dans les établissements d'enseignement secondaire du premier degré et 36,8 % dans ceux du deuxième degré. Le taux de scolarisation des enfants de 6 ans atteint 86 %. Le taux actuel d'alphabétisation des personnes de plus de 15 ans est de 77,09 %, soit un chiffre supérieur à celui de 2005, qui s'élevait à 73 %. Le pays compte désormais 1 123 crèches et écoles maternelles, 8 871 écoles primaires, 1 125 établissements d'enseignement secondaire (722 établissements du premier degré, 35 établissements du deuxième degré et 368 établissements combinant les deux degrés), 39 écoles professionnelles, 152 établissements d'enseignement supérieur, publics et privés.

Santé

26. Le Gouvernement a lancé un plan stratégique dans le secteur de la santé publique pour la période 2000-2020 dans le cadre de la Stratégie nationale de croissance et d'élimination de la pauvreté. Cette stratégie (vision) spécifique définit les objectifs et programmes généraux visant à répondre aux besoins en soins de santé de la population pluriethnique de la RDP lao. Les objectifs globaux du secteur de la santé publique sont les suivants:

- Le secteur de la santé publique doit assurer des soins de santé universels, justes et égaux sur l'ensemble du territoire, indépendamment du sexe, de l'âge, de la condition sociale, des coutumes, de la religion, de l'origine ethnique et du lieu de résidence;
- Les soins de santé de base doivent répondre aux besoins et aux attentes de la population;
- Le secteur de la santé publique doit améliorer l'état sanitaire de la population, des personnes défavorisées en particulier.

27. Dans la Stratégie nationale de croissance et d'élimination de la pauvreté, le Gouvernement a fixé des priorités et des stratégies destinées à éliminer la pauvreté en améliorant les soins de santé dans les 47 districts les plus pauvres du pays. Ces stratégies et priorités sont les suivantes:

- Améliorer l'accès aux services de soins de santé;
- Développer l'utilisation d'eau potable et de sanitaires;
- Faire baisser le taux de mortalité infantile;
- Promouvoir la production et l'utilisation de médicaments traditionnels;

- Assurer à 100 % des services de soins de santé de base dans les 72 districts défavorisés du pays d'ici à 2010.

28. En matière de soins de santé, le Gouvernement a arrêté 12 programmes stratégiques pour réduire la pauvreté, à savoir: 1) éducation et information en matière de santé; 2) réseau de services de soins de santé de base; 3) renforcement des capacités: formation de personnel médical, l'accent étant mis sur le personnel médical issu des groupes ethniques, promotion de l'égalité hommes-femmes et mise à la disposition des localités de personnel médical qualifié; 4) promotion de la santé des mères et des enfants; 5) vaccination des mères et des enfants; 6) fourniture d'eau potable et instauration d'un environnement salubre; 7) lutte contre les maladies transmissibles; 8) lutte contre la propagation du VIH/sida; 9) création de fonds renouvelables de trousse médicales; 10) contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques pour assurer la sécurité des consommateurs, 11) promotion du recours aux médicaments traditionnels parallèlement aux médicaments modernes; 12) renforcement de la durabilité dans le secteur de la santé publique.

29. Le Gouvernement se propose de décentraliser le réseau de santé publique en insistant tout particulièrement sur le niveau local. Les villages et regroupements de villages sont les principales cibles des services de santé publique. En même temps, les services de soins de santé privés ont été encouragés et se sont étendus. Les produits pharmaceutiques nationaux répondent à 48 % des besoins du pays.

30. La mise en œuvre des programmes dans le secteur de la santé publique a progressé et donné des résultats. Le pays dispose de 813 centres de soins de santé et 5 785 villages situés à l'écart des centres médicaux existants ont reçu des trousse médicales. Soixante-dix sept pour cent de la population a accès à de l'eau potable et 50 % est équipée de toilettes familiales. Le traitement des patients directement par du personnel médical a donné des résultats dans 92 % des cas. Ce sont 1,5 million de moustiquaires imprégnées qui ont été distribuées aux personnes susceptibles d'attraper le paludisme. La lutte contre les gripes H1N1 et H5N1 a été menée de manière satisfaisante, ce qui a permis d'amoindrir leur impact dans le pays.

31. Les taux de mortalité maternelle et infantile ont baissé. Pendant la période 1995-2005, le taux de mortalité des moins de 5 ans est tombé de 170 à 98 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité infantile de 140 à 70 pour 100 000 naissances. Le taux de mortalité maternelle a chuté de 650 pour 100 000 naissances en 1995 à 580 en 2000, puis à 405 en 2005. La plupart des décès liés à la grossesse sont survenus au moment de l'accouchement ou peu après une interruption de grossesse. La proportion de naissances suivies par du personnel qualifié a augmenté (voir tableaux 8 et 9).

Tableau 8

Taux de mortalité infantile et juvénile

	1995	2000	2005	Cible pour 2015
Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans	170	107	98	80
Taux de mortalité infantile	104	82	70	49
Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	68	60	69	90

Source: Rapport sur les OMD, 2008.

Tableau 9
Taux de mortalité maternelle

	1995	2000	2005	Cible pour 2015
Taux de mortalité maternelle (nombre de décès pour 100 000 naissances vivantes)	650	530	405	260
Proportion de naissances suivies par du personnel qualifié	14 (1994)	17	23	50

Source: Rapport sur les OMD, 2008.

32. Le pourcentage de la population atteinte du VIH est inférieur à 0,1 % (voir tableau 10). Comme la RDP lao est entourée de pays qui enregistrent une forte prévalence du VIH et que sa population en âge de travailler est de plus en plus mobile sur son propre territoire mais aussi de part et d'autre de ses frontières, la menace d'une propagation de l'épidémie de VIH dans le pays demeure réelle. Les grandes maladies transmissibles sont le paludisme et la tuberculose (voir tableau 11). D'autres grandes maladies, transmissibles ou non, sont la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, l'hépatite B et la grippe B.

Tableau 10
Accès universel au traitement contre le VIH/sida

	1990	1995	2000	2005	Cible pour 2015
Prévalence du VIH parmi la population générale (en %)			0,06 (2001)	0,1 (2007)	<1
Prévalence du VIH parmi le groupe à haut risque des 15-24 ans (en %)			0,4 (2001)	n.d.	<5
Prévalence du VIH parmi les «prostituées» de 15-49 ans			0,9 (2001)	2 (2004)	<5
Pourcentage d'utilisation de préservatifs parmi les «prostituées»			n.d.	54,4 (2004)	

Source: Rapport sur les OMD, 2008.

33. En 2006, les 10 causes principales de décès dans les hôpitaux du pays ont été la pneumonie (25,1 %), l'AVC (8,8 %), les lésions à la tête (7,2 %), le paludisme (5,3 %), la vieillesse (3,2 %), les blessures ou les accidents (2 %), la méningite (1,6 %), les accidents de la circulation (1,5 %), les diarrhées (1,2 %), le neuropaludisme ou paludisme cérébral (1,1 %) et d'autres causes (42,9 %).

Population active et création d'emplois

34. La politique de libéralisation des investissements est à l'origine de l'embellie enregistrée dans la création de nouveaux emplois. En RDP lao, le taux de chômage est d'environ 1,4 % de la population active (2005). Plus de 100 000 personnes ont suivi dernièrement une formation professionnelle. Le Gouvernement autorise le secteur privé à construire des centres de formation professionnelle. Actuellement, le pays compte 152 centres de formation professionnelle, dont 60 gérés par le secteur public et 92 par le secteur privé.

35. La structure de l'économie ayant évolué en fonction de la politique de modernisation et d'industrialisation nationale, les conditions voulues pour assurer la concurrence et l'intégration régionale ont vu le jour. La composition de la population active s'est quant à elle adaptée à la structure de l'économie. La part de la population active employée dans le

secteur agricole est tombée de 78,6 % en 2000 à 76,6 % en 2005 alors que celle employée dans l'industrie a augmenté de 6,9 % en 2000 à 7,7 % en 2005. La part de la population active employée dans le secteur des services est passée de 14,5 % à 15,6 %. En 2005, le nombre total de personnes travaillant dans les principaux secteurs de l'économie s'élevait à 2 710 000.

Culture

36. La politique culturelle du Gouvernement vise à promouvoir la culture nationale lao et à édifier une société civilisée empreinte de spiritualité. Le Gouvernement veille à protéger la culture nationale et à préserver et promouvoir les riches cultures et traditions de tous les groupes ethniques.

37. Le Gouvernement s'est efforcé d'étendre les activités culturelles jusqu'au niveau local en faisant notamment sortir de terre des villages culturels modèles. Outre la préservation des sites culturels et du patrimoine national, le peuple pluriethnique de la RDP lao participe activement à la construction de villages culturels modèles. À ce jour, plus de 150 000 ménages se sont vu attribuer le statut de «ménages culturels»; plus de 580 villages et regroupements de villages ont reçu le statut de villages culturels et 35 centres culturels pour enfants ont vu le jour dans le pays.

38. Le Gouvernement a étendu l'accès des médias aux localités. La radio et la télévision couvrent désormais la plupart des régions du pays. Les chaînes de radio et de télévision nationales et certaines stations locales diffusent leurs émissions en lao et dans certains dialectes ethniques.

B. Constitution, vie politique et structures juridiques

39. Au lendemain de l'indépendance en 1975, le premier Congrès des députés du peuple a proclamé la fin de la monarchie et créé la République démocratique populaire lao dont le Président est le chef de l'État, le Premier Ministre le chef du Gouvernement et le Conseil suprême du peuple l'organe représentant les droits et les intérêts du peuple pluriethnique lao. Des conseils locaux ont été créés pour représenter le peuple au plan local.

40. En 1991, le Conseil suprême du peuple a adopté la première Constitution, faisant du pays qui était régi par voie d'ordonnances, un pays régi par une constitution et des lois. Sur la base des principes énoncés dans la Constitution, qui reflètent la volonté et les aspirations du peuple, le Gouvernement lao a mené une politique visant à instaurer l'état de droit. Des lois et d'autres textes ont été adoptés depuis pour réglementer les activités et les relations sociales dans différents domaines. La Constitution a été modifiée en 2003 pour répondre aux besoins de la nouvelle ère de développement national.

41. Aux termes de la Constitution de 2003, la RDP lao est un État indépendant et souverain et jouissant de l'intégrité territoriale. Elle est indivisible et appartient à tous les groupes ethniques qui composent le peuple lao. Elle est une démocratie populaire. Tous les pouvoirs appartiennent au peuple, sont exercés par le peuple et dans l'intérêt du peuple pluriethnique lao. Celui-ci exerce et assure le droit qui est le sien d'être le maître du pays grâce au fonctionnement d'un régime politique dont le Parti populaire révolutionnaire lao constitue le noyau dirigeant. Une Assemblée nationale (législature créée en vertu de la Constitution qui remplace le Conseil suprême du peuple d'antan) et d'autres organes de l'État ont été mis en place et fonctionnent selon le principe du centralisme démocratique. L'État protège les libertés et les droits démocratiques inaliénables du peuple.

42. L'Assemblée nationale représente les droits et les intérêts du peuple pluriethnique lao. Elle est l'organe suprême du pouvoir de l'État et l'organe législatif qui adopte la Constitution, les lois, prend des décisions sur des questions fondamentales d'intérêt

national, surveille les actes et le travail des organes exécutifs, des tribunaux populaires et des procureurs populaires et ratifie les traités. Aux termes de la Constitution, les entités et personnes qui ont le droit de proposer des projets ou propositions de loi selon le cas sont les suivantes: le Président de la République, le Comité permanent de l'Assemblée nationale, le Gouvernement, la Cour suprême populaire, le parquet populaire, le Front lao d'édification nationale et les organisations de masse au niveau central. À ce jour, l'Assemblée nationale a adopté environ 90 lois relatives à l'administration publique, à des questions d'ordre judiciaire, économique, social, culturel et au travail.

43. L'élection des députés à l'Assemblée nationale a lieu au suffrage direct, universel, égal et au scrutin secret. Les électeurs ont le droit de demander la révocation de leurs représentants s'il s'avère que ceux-ci ont eu un comportement indigne au regard de leur mandat et ne méritent plus la confiance du peuple. La présente législature a été élue en 2006 avec un taux de participation de 99 % des électeurs. Les députés à l'Assemblée nationale sont élus pour cinq ans.

44. Le nombre de femmes députées a augmenté progressivement. La première législature comptait 45 députés, dont 4 femmes; la deuxième 79, dont 5 femmes; la troisième 85, dont 8 femmes; la quatrième 99, dont 21 femmes, et la cinquième, 109, dont 25 femmes. Aujourd'hui, la sixième législature de l'Assemblée nationale compte 29 femmes, soit 27 % de ses 115 membres. En outre, un groupe parlementaire de femmes députées a été créé à l'Assemblée nationale pour accroître la prise en compte de l'égalité hommes-femmes au sein de cet organe éminent de l'État. La proportion de femmes députées dans la septième législature devrait passer à 30 % des membres de l'Assemblée nationale.

45. Le Président est le chef de l'État de la RDP lao et représente le peuple pluriethnique lao dans le pays comme à l'étranger. Il est élu par l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans. Il est habilité à faire des propositions à l'Assemblée nationale en vue de l'approbation de la nomination ou de la révocation des hauts responsables de l'État comme le Premier Ministre, les premiers ministres adjoints et les ministres. Le Vice-Président est chargé de remplir les devoirs du Président en l'absence de celui-ci et assume en même temps la responsabilité d'autres devoirs spécifiques, conformément à la Constitution et à la législation. Le Président a le pouvoir de promulguer les lois adoptées par l'Assemblée nationale, de prendre des décrets et ordonnances et de promulguer la ratification des traités.

46. Le Gouvernement constitue la branche exécutive de l'État. Il applique la Constitution, les lois et les règlements d'application, et administre la politique de l'État dans tous les domaines, politique, économique, culturel, social, de sécurité et de défense nationale et des affaires étrangères. Il est habilité à signer les traités et accords et à en orienter l'application. Le Premier Ministre est le chef du Gouvernement. Le Gouvernement se compose des ministres et des présidents des organes assimilés à des ministères. Le Premier Ministre, les premiers ministres adjoints et les ministres sont élus par l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans. Le Gouvernement se réunit régulièrement tous les mois et peut se réunir à titre extraordinaire en cas de besoin. Les réunions du Gouvernement sont présidées par le Premier Ministre. Le Président peut présider une réunion du Gouvernement à telle ou telle occasion particulière ou si besoin est. Le Gouvernement doit rendre compte au Président et à l'Assemblée nationale. Le Premier Ministre fait rapport à l'Assemblée nationale sur le travail du Gouvernement. Les membres de l'Assemblée nationale ont le droit d'interroger le Premier Ministre ou d'autres membres du Gouvernement sur des questions importantes pour le pays, touchant à l'activité des organes exécutifs.

47. Les tribunaux populaires, qui constituent la branche judiciaire de l'État, se composent de la Cour suprême populaire, des tribunaux populaires régionaux, des tribunaux populaires provinciaux, des tribunaux populaires de district et du tribunal

militaire. Au cas où cela s'avérerait nécessaire, le Comité permanent de l'Assemblée nationale peut décider de créer une juridiction extraordinaire. La Cour suprême populaire en sa qualité d'organe judiciaire de l'État administre les tribunaux populaires à tous les niveaux et examine les jugements rendus.

48. Le ministère public populaire se compose du Procureur général populaire, des procureurs régionaux populaires, des procureurs provinciaux populaires, des procureurs de district populaires et du procureur militaire. Il est l'organe de l'État habilité à veiller à l'application correcte et uniforme des lois et des règlements par tous les ministères, organes assimilés, services attachés au Gouvernement, le Front lao d'édification nationale, les organisations de masse, les organisations sociales, les administrations locales, les entreprises, les fonctionnaires et les citoyens. Il exerce aussi l'action publique.

49. Des groupes de médiation ont été mis en place dans les villages pour régler les différends entre villageois, ce qui réduit d'autant le nombre d'affaires portées devant la justice. Un groupe de médiation de village se compose du chef de village, d'un membre chargé de la sécurité du village, de chaque membre du Front du village, de l'Union de la jeunesse et de l'Union des femmes. Ce système fait fonction d'instance judiciaire informelle chargée de régler les litiges de peu d'ampleur.

50. La RDP lao est dotée d'un système mixte combinant traditions de droit civil et de droit socialiste avec une prédominance du droit civil. En 1993, le Gouvernement a publié un décret relatif à la hiérarchie des textes juridiques de la RDP lao qui sert de référence aux organes de l'État et aux organisations de masse et sociales qui proposent des projets ou propositions de loi/textes juridiques relevant de leur domaine de compétence. En 2003, le Président a pris une ordonnance présidentielle portant sur l'élaboration des instruments juridiques, qui définit la hiérarchie des normes et des documents officiels du pays, comme suit:

1. La Constitution;
2. Les lois adoptées par l'Assemblée nationale;
3. Les résolutions de l'Assemblée nationale;
4. Les résolutions et recommandations du Comité permanent de l'Assemblée nationale;
5. Les ordonnances et décrets présidentiels;
6. Les résolutions et décrets du Gouvernement;
7. Les décrets, décisions, ordonnances et recommandations du Premier Ministre;
8. Les décisions, ordonnances, instructions et notifications des ministres, des présidents des organes assimilables aux ministères, des chefs des organes attachés au Gouvernement, du Président de la Cour suprême populaire, du Procureur général populaire, des gouverneurs de province, du maire de la capitale, des secrétaires permanents, des directeurs généraux, des chefs de district et des maires de municipalité;
9. Les règlements des villages.

51. En 2009, le Président a publié une ordonnance présidentielle portant sur l'élaboration, l'application des traités internationaux et la participation à ces instruments en RDP lao. Ce texte définit les règles et procédures à suivre en matière de négociation des traités, de signature, de ratification, d'adhésion à ces instruments, de mise en œuvre, de suivi et d'établissement de rapports. L'ordonnance a clairement défini le statut des traités dans le système juridique lao. Plus particulièrement, elle prévoit que: a) l'adoption de la loi,

du texte d'application, du règlement ne doit pas porter atteinte aux obligations assumées par la RDP lao au titre des traités auxquels elle est partie; b) les traités dont les dispositions ne sont pas compatibles avec la législation adoptée par l'Assemblée nationale ou n'ont pas encore été reprises dans la législation doivent être incorporés dans le droit interne pour entrer en vigueur au plan national; c) en cas de conflit entre le droit interne et un traité, celui-ci prévaut, mais cette primauté du traité sur le droit interne doit être compatible avec la Constitution et les réserves faites par la RDP lao; d) les traités qui sont d'ores et déjà compatibles avec la Constitution de la RDP lao et la législation peuvent être directement applicables. À l'heure actuelle, la RDP lao est partie à des centaines d'instruments juridiques internationaux, y compris des traités et accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux. Au fil des années, elle s'est employée à transformer ses obligations conventionnelles en textes de loi, progressant à bien des égards. L'adoption de l'ordonnance présidentielle lui permet de s'acquitter avec davantage d'efficacité et de succès de ses obligations juridiques internationales.

II. Cadre général de la promotion et de la protection des droits de l'homme

A. Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l'homme

52. La RDP lao est partie à six traités et deux protocoles parmi les principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme: le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les deux protocoles sont les Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants d'une part, et l'implication d'enfants dans les conflits armés d'autre part. La RDP lao a également signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle est aussi partie à d'autres conventions dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme comme la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, la Convention internationale sur la suppression et la répression du crime d'apartheid, la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

53. La RDP lao est partie à d'autres conventions relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire comme les Conventions de Genève de 1949 et les deux protocoles additionnels, à savoir le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes de conflits armés non internationaux (Protocole II). En outre elle est partie à neuf conventions de l'Organisation internationale du Travail (Conventions n^{os} 4, 6, 13, 29, 100, 111, 138, 144 et 182). Actuellement, elle envisage d'adhérer à d'autres conventions de base de l'OIT. Elle est par ailleurs partie à la Convention de Palerme et à ses trois Protocoles. Elle est partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Pays

dévasté par la guerre, la RDP lao a participé activement et apporté une contribution importante au processus de rédaction de la Convention sur les armes à sous-munitions, qu'elle a ratifiée peu de temps après l'avoir signée. En 2010, elle a accueilli avec succès la première Conférence des Parties à cette Convention à Vientiane.

54. La RDP lao est devenue membre de l'ASEAN en 1997 et l'a présidée en 2004 lorsqu'elle a accueilli avec succès le dixième sommet de celle-ci. Elle est partie à de nombreux accords de l'ASEAN, dont le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est et la Charte de l'ASEAN (qu'elle a été le quatrième pays à ratifier). La Charte de l'ASEAN, dans son article 14, prévoit la création d'un organe des droits de l'homme. Dans ce cadre, la RDP lao a contribué activement à l'élaboration du mandat de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme.

55. La RDP lao n'a fait aucune réserve ni déclaration au sujet des conventions relatives aux droits de l'homme auxquelles elle est partie, si ce n'est au sujet du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (concernant les articles 1^{er}, 18 et 22). Le Gouvernement est disposé à adhérer aux normes universelles en matière de droits de l'homme énoncées dans ces conventions et à les mettre en œuvre de bonne foi, compte tenu de la réalité et du contexte nationaux. La RDP lao n'a jamais suspendu l'application des dispositions de ces instruments.

56. La RDP lao s'est prêtée à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. Sur les 107 recommandations adressées à la RDP lao, celle-ci en a accepté 71 dans leur intégralité et 15 en partie, mais n'a pas donné son aval à 21 recommandations parce qu'elles ne reflétaient pas la réalité du pays ou que le pays n'était pas, pour l'instant, prêt à les mettre en œuvre.

B. Cadre juridique général de la protection des droits de l'homme au niveau national

57. La Constitution de la RDP lao (chap. IV) énonce clairement les droits et devoirs fondamentaux des citoyens lao (art. 34 à 51). En particulier, les citoyens lao sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, de condition sociale, d'éducation, de convictions et d'origine ethnique (art. 34). Les citoyens lao des deux sexes jouissent de droits égaux dans les domaines politique, économique, culturel et social et dans les affaires familiales (art. 37). La Constitution prévoit le droit de vote et d'éligibilité, le droit à l'éducation, le droit au travail, le droit aux soins de santé, le droit aux loisirs, la liberté de circulation et du choix de son lieu de résidence, le droit d'adresser des requêtes, de former des plaintes et d'exprimer son opinion devant les autorités compétentes, le droit à l'inviolabilité de la personne, à la dignité et au logement, la liberté d'avoir ou de ne pas avoir de convictions religieuses, le droit à la liberté de parole, de la presse, de réunion, d'association et le droit d'organiser des manifestations qui ne sont pas contraires à la loi, le droit à la liberté de recherche scientifique, le droit de tirer parti des progrès scientifiques, techniques et technologiques, le droit à la créativité artistique et littéraire et le droit de se livrer à des activités qui ne sont pas contraires à la loi. Les étrangers et les apatrides sont protégés par la loi.

58. Jusqu'à présent, l'Assemblée nationale a adopté plus de 90 lois, dont celles liées directement ou non à la promotion et à la protection des droits de l'homme, comme la loi relative à la protection des droits et des intérêts des enfants, la loi relative à la promotion et à la protection des femmes, la loi relative à la nationalité, la loi relative à la famille, la loi relative au dépôt de plaintes, le Code pénal, le Code de procédure pénale, la loi relative aux tribunaux populaires, la loi relative aux procureurs populaires, la loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, le Code du travail, la loi relative aux syndicats, la loi

relative à l'éducation, la loi relative à l'alimentation, la loi relative aux traitements médicaux, la loi relative à l'hygiène, à la prophylaxie et aux soins de santé, la loi relative aux médias, la loi relative au Front lao d'édification nationale, la loi relative à la protection des consommateurs, etc.

59. L'application des traités relatifs aux droits de l'homme auxquels la RDP lao est partie suppose la transformation des obligations conventionnelles en textes de loi nationaux spécifiques. Ainsi, les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été incorporées dans la loi relative à la protection des droits et des intérêts des enfants, celles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans la loi relative à la promotion et à la protection des femmes, et les dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le Code pénal. Les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont reprises dans la Constitution nationale et les lois pertinentes de la RDP lao. Outre les lois adoptées par l'Assemblée nationale, le Président de la République, le Gouvernement, les ministères, les organes assimilables à des ministères et les administrations locales adoptent de nombreux instruments juridiques. Les règlements d'application qui mettent directement en œuvre les droits de l'homme sont le décret du Premier Ministre relatif à la gestion des activités religieuses et celui relatif aux associations. Le Gouvernement met la dernière main à l'élaboration d'un décret relatif aux droits des personnes handicapées de façon à mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

60. Les mécanismes nationaux qui traitent de la protection des droits de l'homme s'entendent notamment du Département des requêtes et des affaires de nationalité de l'Assemblée nationale, les tribunaux populaires et le ministère public populaire. Les procédures de recours en cas de violation des droits de l'homme sont décrites dans la loi relative au dépôt de plainte, le Code de procédure pénale et d'autres textes pertinents. Quiconque n'est pas satisfait d'une décision de justice concernant son affaire jouit d'un droit de recours, droit qui s'exerce de la cour d'appel à la Cour suprême populaire. En règle générale, la Cour suprême populaire statue en dernier ressort. Cependant, le justiciable qui n'est pas satisfait de la décision rendue par celle-ci garde la possibilité de demander justice auprès de l'Assemblée nationale par l'intermédiaire du Département des requêtes et des affaires de nationalité.

61. Les tribunaux populaires sont les organes juridictionnels de l'État et ont compétence pour connaître des infractions à la loi, y compris des mesures prises par les organes exécutifs qui portent atteinte aux droits et à la dignité des citoyens. Le Code pénal précise les infractions aux droits et libertés des citoyens (chap. 3), dont la contrainte, l'arrestation et la détention illégales, l'enlèvement et la traite des êtres humains, la violation des libertés individuelles de parole, d'association, la violation de domicile, la violation de la vie privée, l'obstruction au droit de vote et d'éligibilité et la contrefaçon et la destruction de matériel électoral. Le Code pénal modifié (2005) reprend les obligations contractées par la RDP lao au titre des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les amendements qui y ont été apportés érigent en infractions criminelles les actes de discrimination à l'encontre des membres de groupes ethniques et des femmes et la traite des êtres humains. Des chambres chargées des affaires familiales et des jeunes ont été créées au sein des tribunaux populaires pour traiter des affaires concernant les familles et les jeunes.

62. Le ministère public populaire contrôle la bonne application de la loi par les autorités habilitées à procéder aux enquêtes et interrogatoires et par les tribunaux populaires pour garantir la justice dans les procédures et protéger les droits de l'homme des accusés. Il a aussi la responsabilité de veiller à ce que la justice soit rendue dans les affaires dans lesquelles des jeunes sont impliqués, notamment à l'application de mesures non privatives de liberté quand il s'agit d'enfants.

63. L'Association du barreau lao joue un rôle croissant dans l'administration de la justice en RDP lao. Elle fournit une aide juridictionnelle aux personnes accusées de crimes et délits, y compris une aide gratuite aux personnes démunies. Elle a mis sur pied un service d'aide juridictionnelle, chargé de fournir gracieusement des conseils juridiques aux personnes démunies dont les droits sont violés.

64. Dans le système juridique de la RDP lao, les tribunaux populaires n'appliquent pas directement les dispositions conventionnelles. Mais ils ont pour pratique d'appliquer le droit interne en tenant compte des obligations conventionnelles contractées par le pays.

65. Une série d'arrangements institutionnels a été mise en place dans le pays pour assurer le contrôle de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme. Des dispositions interinstitutionnelles ont été prises, intéressant notamment la Commission nationale pour les mères et les enfants, la Commission nationale pour la promotion de la femme, le Comité directeur national sur les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Comité directeur national sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité national pour les personnes handicapées, le Comité directeur national pour la lutte contre la traite des êtres humains et le Comité directeur national sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (EPU).

66. En RDP lao, le Front lao d'édification nationale et les organisations de masse jouent aussi un rôle crucial dans la protection des droits de l'homme. On entend par organisations de masse l'Union des femmes lao, l'Union de la jeunesse lao, la Fédération lao des syndicats et la Fédération lao des anciens combattants. Le Front lao d'édification nationale est l'organisation politique qui œuvre à la solidarité entre tous les groupes ethniques, des religions et des couches sociales de la RPD lao. Le Front lao a, entre autres missions, de protéger les droits de l'homme de tous les groupes ethniques et les libertés religieuses. L'Union des femmes lao est une organisation de masse qui mobilise toutes les femmes lao pour les faire participer au développement national et à la lutte contre la pauvreté parmi les femmes. Elle a pour tâches spécifiques de répondre aux besoins de développement des femmes lao, de promouvoir la condition et le rôle des femmes, de promouvoir la solidarité entre les femmes de tous les groupes ethniques et toutes les couches sociales. La Fédération lao des syndicats, en tant qu'organisation de masse, protège les droits et les intérêts de la population active de la RPD lao, dont les droits au travail, à des conditions de travail justes, les droits syndicaux et la sécurité sociale. L'Union de la jeunesse lao, en tant qu'organisation de masse, est chargée de protéger les droits et les intérêts des jeunes en sorte qu'ils mettent pleinement en valeur leur potentiel, au service du développement national du pays. Elle s'intéresse entre autres à la protection des jeunes qu'elle s'emploie à empêcher de tomber aux mains de trafiquants d'êtres humains et à la fourniture d'une assistance appropriée aux victimes. La Fédération lao des anciens combattants protège les droits et les intérêts de ceux qui se sont sacrifiés pour libérer et protéger le pays.

C. Cadre général de la promotion des droits de l'homme au niveau national

67. Le Gouvernement de la RPD lao est soucieux de promouvoir les droits de l'homme étant entendu qu'une sensibilisation accrue des cadres de l'Administration et de la société lao aux droits de l'homme et à la dignité de l'être humain contribue au respect des droits de l'homme et réduit les violations. Les dispositions interinstitutionnelles dont il a été question plus haut ont pour objectif de promouvoir les droits de l'homme qui relèvent de leur domaine. En outre, les ministères et institutions d'exécution ont chacun créé un service de coordination des droits de l'homme composé de deux à cinq fonctionnaires responsables notamment de la promotion des droits de l'homme conformément à la Constitution, à la

législation et aux traités internationaux relevant de leur domaine de travail. Au Ministère des affaires étrangères, la Division des droits de l'homme, qui dépend du Département des traités et des lois, fait office de centre de coordination interministérielle pour les droits de l'homme. Avec le soutien du projet pour le droit international (www.ilp.gov.la), lancé par le PNUD et financé par le Gouvernement finlandais et l'Union européenne, le Ministère des affaires étrangères a diffusé activement les traités relatifs aux droits de l'homme auxquels la RPD lao était partie ainsi que les traités à l'examen par la RPD lao auprès des différents groupes cibles, dont les cadres de l'Administration, les députés à l'Assemblée nationale, les juges, les procureurs, les policiers aux niveaux central et local, les avocats, les universitaires, les chercheurs, les étudiants, les membres des organisations de masse et de la société civile et le grand public. Ce projet a eu tant de succès que le centre régional du PNUD basé à Bangkok en a fait le sujet d'une monographie. Les principaux traités relatifs aux droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'homme ont tous été traduits en lao. Deux volumes sur les traités relatifs aux droits de l'homme ont été produits et largement diffusés; de nombreux séminaires et ateliers sur différents thèmes se rapportant aux droits de l'homme ont été organisés à travers le pays.

68. Parmi les principales manifestations tendant à sensibiliser la société lao aux droits de l'homme, on peut citer la commémoration, en 1998 et 2008, des cinquantième et soixantième anniversaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il faudrait mentionner en particulier la grande cérémonie de 2008 coprésidée par le Premier Ministre adjoint, le Ministre des affaires étrangères et le Coordonnateur résident des Nations Unies en RDP lao, organisée à l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle et à laquelle plus de 1 300 personnes ont assisté.

69. D'autres organisations comme l'Union des femmes lao et la Commission nationale pour la promotion de la femme, la Commission nationale pour la mère et l'enfant et le Comité national pour les personnes handicapées ont aussi contribué activement à la diffusion d'informations relatives aux droits de l'homme. Le Ministère de la justice a pour sa part créé un centre d'information sur les droits de l'enfant. Le ministère public populaire plaide entre autres en faveur de la justice pour mineurs. L'Association du barreau lao diffuse des informations sur les droits de l'homme parmi les membres des différents groupes ethniques. L'Association lao des personnes handicapées défend les droits de l'homme et les droits des personnes handicapées. Le centre pour les droits de l'homme placé sous le patronage de l'Académie nationale des sciences sociales mène des travaux de recherche sur les droits de l'homme et organise des ateliers sur différents thèmes liés aux droits de l'homme. Un groupe des droits de l'homme a vu le jour à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale du Laos, avec pour objectif d'intégrer l'enseignement des droits de l'homme dans le programme d'études de la faculté. Le Ministère de l'éducation travaille sur un manuel d'éducation aux droits de l'homme destiné aux écoles.

70. Les médias, dont les journaux, les revues et les stations de télévision et de radio, publics et privés, jouent un rôle croissant dans la promotion des droits de l'homme en diffusant des informations à ce sujet conformément à la Constitution et à la législation, ainsi que les traités relatifs aux droits de l'homme. Des émissions spéciales de télévision et de radio sont consacrées à la promotion des droits de la femme et des droits de l'enfant.

71. La RDP lao n'a pas d'institution indépendante des droits de l'homme répondant aux Principes de Paris. Cependant, les dispositions institutionnelles en vigueur et les mécanismes existants ont été progressivement renforcés et sont à même de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au stade actuel du développement du pays et compte tenu de la réalité sur place. Des organisations non gouvernementales ont été créées sous la forme d'organisations sociales et professionnelles. Avec l'adoption du décret du Premier Ministre sur les associations, les organisations de la société civile se multiplieront et contribueront

plus encore au développement économique et social national et à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à la promotion des droits de l'homme des Lao quel que soit le groupe ethnique auquel ils appartiennent. Pour l'instant, près de 160 ONG internationales s'emploient à aider la RDP lao dans les différents domaines du développement national.

D. Rôle du processus d'établissement de rapports dans la promotion des droits de l'homme au niveau national

72. Dans le processus d'établissement de rapports au titre des conventions relatives aux droits de l'homme, ainsi que dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme, le Gouvernement a veillé à s'assurer la participation de toutes les parties prenantes, y compris des institutions gouvernementales compétentes et des organisations de masse, sociales, professionnelles, universitaires et de recherche. Les dispositions interinstitutionnelles évoquées plus haut dans le présent rapport ont toutes pour objet de superviser l'établissement de rapports au titre des traités relatifs aux droits de l'homme. Les représentants des acteurs non étatiques, à savoir le Front lao d'édification nationale, l'Union des femmes lao, l'Union de la jeunesse lao, la Fédération lao des syndicats, l'Association du barreau lao, l'Association des personnes handicapées lao, le Centre des droits de l'homme de l'Académie nationale des sciences sociales, l'Université nationale du Laos et d'autres organisations et fondations professionnelles et sociales prennent une part active à l'élaboration des rapports demandés au titre des traités relatifs aux droits de l'homme et de l'EPU, et notamment du présent document de base. Les organisations internationales et les organisations non gouvernementales internationales basées en RDP lao ont eu l'occasion de faire des observations sur les projets de rapport établis au titre des traités relatifs aux droits de l'homme et de l'EPU. Plus spécialement, des experts des organes conventionnels compétents ont été invités à animer les ateliers organisés afin de débattre des projets de rapport au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La RDP lao se propose d'inviter un expert du Comité des droits de l'homme et du Comité des droits des personnes handicapées comme personne ressource pour animer les futurs ateliers qui débattront des projets de rapport pertinents.

73. Pour l'élaboration des rapports sur les droits de l'homme, des données et informations ont été recueillies aux niveaux central et local. Les groupes intéressés ont été interrogés. À titre d'exemple, pour l'élaboration des rapports concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, des données et informations de première main ont été recueillies auprès de personnes vivant dans différentes provinces; pour ce qui est de l'établissement des rapports au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la collecte des informations s'est effectuée du niveau central au niveau local, y compris par des visites sur le terrain aux principaux projets de développement qui exercent une influence sur les moyens d'existence des communautés locales.

74. Les rapports nationaux au titre des traités relatifs aux droits de l'homme et de l'EPU, ainsi que les conclusions, observations et recommandations des organes conventionnels respectifs et du Conseil des droits de l'homme sont publiés en lao, langue officielle du pays, et largement diffusés dans la société. Le Gouvernement prête une grande attention au suivi des recommandations des organes conventionnels et du Conseil des droits de l'homme s'agissant de l'EPU. Des consultations, séminaires et ateliers de suivi sont organisés avec le concours actif des ministères, des organisations de masse et de la société civile.

75. L'approche participative adoptée en matière d'établissement de rapports, la publication des rapports nationaux sur les droits de l'homme ainsi que les mesures arrêtées par le Gouvernement pour donner suite aux recommandations des organes conventionnels et à celles qui se dégagent de l'EPU par des ateliers, des séminaires et des consultations ont effectivement contribué à mieux sensibiliser la société lao aux droits de l'homme, en contribuant à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le pays.

E. Autres informations sur les droits de l'homme

76. Le Gouvernement de la RDP lao a coopéré activement avec la communauté internationale dans différents domaines liés à la promotion et à la protection des droits de l'homme. En particulier, il attache de l'importance à l'application des conclusions des conférences mondiales, dont le Sommet mondial pour les enfants (1990), la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992), la Conférence internationale sur la population et le développement (1994), le Sommet mondial pour le développement social (1995), la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (1996), le Sommet du Millénaire (2000) et les Sommets sur la suite qui lui a été donnée (2005 et 2010), la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (2001), la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2001), le Sommet mondial sur les changements climatiques (2009) etc.

77. Le Programme d'action de Beijing a été intégré dans les politiques et actions de la RDP lao qui se sont traduites par la création de la Commission nationale pour la promotion de la femme. Le Gouvernement a adopté la Stratégie nationale pour la promotion de la femme (2006-2010) qui comporte cinq plans d'action. La période 2009-2010 marque l'achèvement de la mise en œuvre de cette Stratégie. La Commission nationale pour la promotion de la femme passe en revue et évalue les résultats de l'application de chaque plan d'action et améliorera la teneur de la Stratégie pour la promotion de la femme en vue d'en donner une nouvelle version pour la période 2011-2015, conformément au septième Plan national de développement économique et social.

78. La réalisation des droits de l'homme du peuple lao se concrétise grâce à l'application des conclusions du Sommet du Millénaire (2000), et en particulier aux efforts déployés à l'échelle nationale pour en atteindre les objectifs. La RDP lao a déjà soumis ses deux rapports sur la réalisation des OMD. Le deuxième rapport portait sur les progrès accomplis à mi-parcours. Depuis la soumission de son premier rapport, la RDP lao a pu maintenir ses taux de croissance économique. La croissance économique est un facteur majeur d'éradication de la pauvreté. Alors que la RDP lao a considérablement progressé et a la perspective d'atteindre les objectifs du Millénaire fixés en matière d'éducation primaire et de réduction de la mortalité infantile, elle se heurte encore à des difficultés pour atteindre les autres objectifs, en particulier l'élimination de la faim. La réalisation des OMD est indissociable de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme auxquels la RDP lao est partie et les deux entreprises se renforcent mutuellement.

F. Non-discrimination et égalité

79. Dans la poursuite de sa politique de promotion et de protection des droits de l'homme, le Gouvernement s'intéresse de près aux principes de non-discrimination et d'égalité qui sont consacrés dans la Constitution et les lois. L'article 35 de la Constitution prévoit que «[L]es citoyens lao sont tous égaux devant la loi sans distinction de sexe, de condition sociale, de niveau d'instruction, de convictions religieuses et d'origine ethnique». L'article 34 de la Constitution stipule que «[L]es citoyens lao sont toutes les personnes

ayant la nationalité lao conformément aux dispositions de la loi». La nationalité lao s'acquiert à la naissance, par naturalisation ou sur d'autres critères définis aux articles 11 à 14 de la loi relative à la nationalité lao. Les personnes qui ne possèdent pas la nationalité lao en RDP lao jouissent eux aussi de la protection de leurs droits et possèdent des obligations comme le prévoient la Constitution et la législation de la RDP lao. En particulier, aux termes de l'article 50 de la Constitution, «Les ressortissants étrangers et les apatrides ont droit à la protection de leurs droits et libertés conformément aux lois de la République démocratique populaire lao. Ils ont le droit de saisir les tribunaux et les services concernés de la République démocratique populaire Lao. Ils ont le devoir de respecter la Constitution et la législation en vigueur en République démocratique populaire lao.».

80. L'article 6 de la loi relative aux tribunaux populaires garantit l'égalité de tous devant la loi en ces termes: «Tous les citoyens lao sont égaux devant la loi et les tribunaux indépendamment de leur origine, condition sociale et économique, race, origine ethnique, langue, sexe, niveau d'instruction, profession, religion, lieu de résidence ou autres considérations». Selon l'article 6 du Code de procédure pénale, «... dans une affaire pénale, le tribunal statue en s'appuyant sur le principe de l'égalité de tous les citoyens lao devant la loi et les tribunaux indépendamment de leur origine, condition sociale et économique, race, origine ethnique, langue, sexe, religion, niveau d'instruction, profession, lieu de résidence, ou autres considérations. Les tribunaux populaires créent les conditions nécessaires pour que les justiciables, en particulier les accusés, les défendeurs et les requérants au civil exercent leurs droits, en veillant au bon déroulement de la procédure, dans des conditions d'objectivité»; le Code de procédure civile prévoit dans son article 3 que «seul le tribunal est habilité à statuer sur une affaire civile et [qu'il] statue en tenant compte de l'égalité des citoyens lao»; l'article 6 du même Code prévoit l'égalité de tous les citoyens devant la loi et les tribunaux: «la procédure civile se déroule eu égard au principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi et les tribunaux sans distinction de sexe, de race, d'origine ethnique, de condition économique et sociale, de langue, de niveau d'instruction, de profession, de convictions, de lieu de résidence, etc. Le tribunal populaire crée les conditions nécessaires aux citoyens, en particulier aux parties à un différend, pour qu'ils exercent leur droit à l'égalité dans l'intérêt du bon déroulement de la procédure, dans des conditions d'objectivité».

81. L'égalité hommes-femmes et la non-discrimination sont définies dans le détail dans la loi relative à la promotion et à la protection des femmes, dont l'article 13 prévoit: «On entend par égalité des femmes et des hommes la parité dans l'auto-développement; les femmes et les hommes ont la même valeur et les mêmes possibilités dans les domaines politique, économique, social et culturel et au sein de la famille, dans les affaires concernant la défense et la sécurité et les affaires étrangères, comme le prévoient la Constitution et la législation.».

82. L'égalité et la non-discrimination entre groupes ethniques sont garanties dans la Constitution et la législation. Les 49 groupes ethniques sont tous égaux devant la loi. La Constitution de la RDP lao prévoit dans son article 8 que «l'État pratique une politique de solidarité et d'égalité entre les diverses ethnies. Toutes les ethnies ont le droit de préserver et de développer leurs riches coutumes, traditions et cultures ainsi que celles de la nation. Est interdit tout acte de division et de discrimination entre les ethnies. L'État applique toutes les mesures destinées à développer et rehausser continuellement le niveau économique et social de toutes les ethnies.» Le Code pénal contient des dispositions qui érigent en infractions le fait d'exercer une discrimination contre des groupes ethniques et le fait de nuire à la solidarité entre les groupes ethniques (art. 66 et 176).

83. Le Gouvernement s'efforce particulièrement de garantir l'égalité des personnes handicapées et la non-discrimination à l'encontre de celles-ci, dont beaucoup ont été victimes de munitions non explosées, d'armes à sous-munitions et d'autres vestiges de la

guerre. Il encourage l'instauration de conditions favorables pour les personnes handicapées afin de leur permettre d'exercer leurs droits sur la base de l'égalité avec les autres dans la vie politique, économique, sociale et culturelle de la nation. Les personnes handicapées reçoivent une aide de l'État et de la société pour pouvoir surmonter les problèmes qu'elles rencontrent en matière par exemple de soins de santé, de réadaptation, de vie professionnelle et d'exercice de leurs autres droits, conformément à la loi. Un règlement d'application sur les droits des personnes handicapées est en cours d'élaboration sous forme de décret du Premier Ministre. Ce texte, une fois adopté, servira de base légale énonçant dans le détail les règles et les procédures qui permettront d'assurer efficacement les droits des personnes handicapées en RDP lao.
